

1
- 666 / 3 - 88 / 89

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1988-1989

24 JANVIER 1989

PROPOSITION DE LOI

tendant à modifier la loi
du 12 janvier 1989 réglant les
modalités de l'élection du Conseil de
la Région de Bruxelles-Capitale

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, huitième chambre, saisi par le Président de la Chambre des Représentants, le 16 janvier 1989, d'une demande d'avis sur une proposition de loi "tendant à modifier la loi du 12 janvier 1989 réglant les modalités de l'élection du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale", a donné le 18 janvier 1989 l'avis suivant :

Voir :

- 666 - 88 / 89 :

- N° 1 : Proposition de loi de M. Bertouille.
- N° 2 : Amendement.

- 666 / 3 - 88 / 89

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1988-1989

24 JANUARI 1989

WETSVOORSTEL

tot wijziging van de wet
van 12 januari 1989 tot regeling van
de wijze waarop de Raad van het
Brusselse Hoofdstedelijk Gewest
wordt verkozen

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, achtste kamer, op 16 januari 1989 door de Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers verzocht hem van advies te dienen over een voorstel van wet "tot wijziging van de wet van 12 januari 1989 tot regeling van de wijze waarop de Raad van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest wordt verkozen", heeft op 18 januari 1989 het volgend advies gegeven :

Zie :

- 666 - 88 / 89 :

- N° 1 : Wetsvoorstel van de heer Bertouille.
- N° 2 : Amendement.

Vu le bref délai qui lui a été imparti pour émettre son avis, le Conseil d'Etat considère la demande d'avis comme ayant été introduite en application de l'article 84 des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973.

PORTEE DE LA PROPOSITION.

Les modifications que la proposition de loi a pour objet d'apporter à la loi du 12 janvier 1989 réglant les modalités de l'élection du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale se ramènent à ce qui suit :

- 1) l'article 3 de la loi est complété par l'énumération des catégories de personnes qui doivent être inscrites sur la liste des électeurs visée dans cet article 3, telle qu'elle est établie à la date mentionnée dans le même article. En outre, il est indiqué quelles sont les personnes qui doivent être ajoutées à ladite liste après la date visée ci-dessus et jusqu'à la veille des élections (article 1er de la proposition);
- 2) la procédure de réclamation et de recours déterminée par les articles 18 à 44 du Code électoral en ce qui concerne l'inscription au registre des électeurs est rendue applicable à l'établissement de la liste des électeurs pour le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale (article 2 de la proposition);
- 3) l'article 8 de la loi est complété par une disposition prévoyant qu'un avis relatif à l'élection doit être publié au Moniteur belge quinze jours au moins avant le scrutin (article 3 de la proposition);

- 4) enfin il est prévu que doivent également être convoquées, les personnes qui, à la suite d'une décision du collège des bourgmestre et échevins ou d'un arrêt de la cour d'appel, ont été inscrites sur la liste des électeurs après la date mentionnée à l'article 13 de la loi précitée (article 3 de la proposition).

EXAMEN DU TEXTE.

Intitulé.

Il y a lieu de compléter l'intitulé par l'indication précise de la date de la loi du 12 janvier 1989. La même observation s'applique à la phrase liminaire de l'article 1er de la proposition. Dans les phrases liminaires des autres articles de la proposition, il suffit de viser "la même loi".

Article 1er.

1. Cet article a pour objet de compléter l'article 3 de la loi du 12 janvier 1989 par deux alinéas (et non pas par un seul alinéa comme l'indique la phrase liminaire) qui s'inspirent des dispositions analogues de l'article 14, alinéa 1er, du Code électoral et de l'article 4, alinéas 2 et 3, de la loi électorale communale.

2. Contrairement à l'article 14 du Code électoral qui (dans son alinéa 2) règle également les cas où il ne s'agit pas d'une élection ordinaire, l'article 3 de la loi du 12 janvier 1989 ne comporte pas de règles de cette nature, bien que l'article 15 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises prévoie lui aussi qu'une élection extraordinaire doit être organisée dans certaines circonstances (notamment pour pourvoir à une vacance de mandat à laquelle il ne peut être pourvu par l'installation d'un suppléant). Il est recommandé de compléter l'article 3 de la loi également sur ce point, et de remplacer, dans le texte existant de l'article 3, les mots "l'élection" par les mots "l'élection ordinaire".

3. On peut aussi se demander si, en vue d'assurer le déroulement régulier et sans heurts des opérations électorales, il ne serait pas opportun d'ajouter également à l'article 3 de la loi, sur le modèle de l'article 14, alinéa 3, du Code électoral et de l'article 4, alinéa 4, de la loi électorale communale, une disposition énonçant que les électeurs doivent être numérotés sur les listes d'une façon continue, que ces listes doivent reprendre certaines données et qu'elles pourraient, le cas échéant, être dressées par section.

4. Par souci de conformité terminologique et rédactionnelle avec le texte néerlandais du Code électoral :

- il y a lieu de rédiger la phrase introductive du nouvel alinéa 2 de l'article 3 proposé, comme suit : "Op die lijst worden vermeld :";

- il convient de rédiger le 3° de cet alinéa 2 comme suit : "3° de personen voor wie de schorsing van het kiesrecht eindigt ...";
- il convient de rédiger le nouvel alinéa 3 de l'article 3 comme suit : " ... een beslissing (non pas "besluit") van het college van burgemeester en schepenen ...".

Article 2.

1. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pourquoi l'article 3bis proposé ne rendrait pas également applicables à l'établissement des listes des électeurs pour le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale les articles 45 à 49 du Code électoral. Ces articles concernent en effet l'élection de domicile, la taxe des témoins, les frais et la notification par le greffier de la Cour de cassation de l'admission ou du rejet des pourvois en cassation, et sont tous en rapport avec la procédure définie aux articles 18 à 44 du Code électoral. Si le législateur adopte la suggestion de rendre applicables en la matière les susdits articles 45 à 49, il conviendra en outre de déterminer si, à l'article 48, il ne faut pas remplacer les mots "l'Etat" par les mots "la Région de Bruxelles-Capitale".

2. La rédaction de l'article 3bis proposé pourrait être améliorée comme suit :

"Art. 3bis. Les dispositions des articles ... à ... du Code électoral sont applicables à la liste des électeurs pour le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, sauf à remplacer ... (la suite comme à la proposition)".

Article 3.

1. L'article 8 de la loi du 12 janvier 1989 impose certaines obligations aux administrations communales. En revanche, les deux premiers alinéas que l'article 3 de la proposition vise à insérer dans l'article 8 de la loi, concernent une obligation qui serait imposée au Ministre de l'Intérieur : ces dispositions seraient, dès lors, mieux insérées dans la loi sous la forme d'un article distinct (p. ex. un article 8bis), ce qui suppose que ce régime fasse également l'objet d'un article distinct dans la proposition de loi.

En outre il est suggéré, sur le modèle de l'article 107, alinéa 6, du Code électoral, de compléter ces dispositions par l'obligation de mentionner également dans le communiqué que le Ministre de l'Intérieur doit publier au Moniteur belge, la faculté pour l'électeur qui n'a pas reçu sa lettre de convocation de la retirer au secrétariat communal jusqu'au jour de l'élection à midi.

2. L'alinéa 3 que l'article 3 de la proposition vise à insérer dans l'article 8 de la loi du 12 janvier 1989, est un ajout superflu puisque, formulée en termes généraux, l'obligation imposée par l'article 8 au collègue des bourgmestre et échevins d'envoyer "des lettres de convocation aux électeurs" s'applique à toutes les personnes qui auront le droit de vote le jour de l'élection.

Si l'on tient néanmoins à inscrire cette précision dans l'article 8, elle devrait être complétée de la manière qui, lors de l'examen de l'article 1er, a été indiquée au point 2 à propos de l'article 3 de la loi. En outre, ces dispositions gagneraient, dans ce cas, à être insérées entre l'alinéa 1er et l'alinéa 2 de l'article 8.

Gelet op de korte termijn welke hem voor het geven van zijn advies wordt toegemeten, beschouwt de Raad van State de adviesaanvraag als zijnde ingediend met toepassing van artikel 84 van de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973 op de Raad van State.

STREKKING VAN HET VOORSTEL.

De wijzigingen welke het wetsvoorstel beoogt aan te brengen in de wet van 12 januari 1989 tot regeling van de wijze waarop de Raad van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest wordt verkozen, komen neer op wat volgt :

- 1) artikel 3 van de wet wordt aangevuld met de opsomming van de categorieën van personen die moeten worden ingeschreven op de lijst van kiezers bedoeld in dat artikel 3, zoals die wordt opgemaakt op de in hetzelfde artikel vermelde datum. Bovendien wordt bepaald welke personen na vermelde datum en tot op de dag vóór de verkiezingen aan die lijst moeten worden toegevoegd (artikel 1 van het voorstel);
- 2) de in de artikelen 18 tot 44 van het Kieswetboek geregelde procedure inzake bezwaren en beroep, wat de inschrijving in het kiesregister betreft, worden toepasselijk gemaakt op het opmaken van de lijst van de kiezers voor de Raad van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest (artikel 2 van het voorstel);

- 3) artikel 8 van de wet wordt aangevuld met een bepaling luidens welke ten minste vijftien dagen vóór de stemming een bericht in verband met de verkiezing in het Belgisch Staatsblad moet worden bekendgemaakt (artikel 3 van het voorstel);
- 4) ten slotte wordt bepaald dat de personen die na de in artikel 13 van voornoemde wet vermelde datum op de lijst van kiezers zijn ingeschreven ingevolge een besluit van het college van burgemeester en schepenen of een arrest van het hof van beroep eveneens moeten worden opgeroepen (artikel 3 van het voorstel).

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Opschrift.

In het opschrift vulle men de precieze datum in van de wet van 12 januari 1989. Dezelfde opmerking geldt ook voor de inleidende zin van artikel 1 van het voorstel. In de inleidende zinnen van de overige artikelen van het voorstel volstaat het te verwijzen naar "dezelfde wet".

Artikel 1.

1. Dit artikel beoogt artikel 3 van de wet van 12 januari 1989 aan te vullen met twee leden (niet met één lid, zoals de inleidende zin te kennen geeft), die werden

geïnspireerd door de analoge bepalingen van artikel 14, eerste lid, van het Kieswetboek en artikel 4, tweede en derde lid, van de gemeentekieswet.

2. In tegenstelling tot artikel 14 van het Kieswetboek dat (in zijn tweede lid) ook een regeling bevat voor de gevallen waarin het niet om een gewone verkiezing gaat, wordt in artikel 3 van de wet van 12 januari 1989 geen dergelijke regeling getroffen, hoewel artikel 15 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen eveneens in bepaalde omstandigheden het houden van een buitengewone verkiezing voorschrijft (nl. voor het opvullen van een vacature waarin niet kan worden voorzien door het installeren van een opvolger). Het verdient aanbeveling artikel 3 van de wet ook op dat punt aan te vullen, en in de reeds bestaande tekst van artikel 3 de woorden "de verkiezing" te vervangen door de woorden "de gewone verkiezing".

3. Tevens kan de vraag worden gesteld of, met het oog op een regelmatig en vlot verloop van de kiesverrichtingen, het niet opportuun zou zijn, naar het voorbeeld van artikel 14, derde lid, van het Kieswetboek en artikel 4, vierde lid, van de gemeentekieswet, artikel 3 van de wet ook aan te vullen met een bepaling luidens welke de kiezers op de lijsten doorlopend moeten worden genummerd, in die lijsten bepaalde vermeldingen moeten worden opgenomen en die lijsten in voorkomend geval per wijk zouden kunnen worden opgemaakt.

4. Ter wille van de redactionele en terminologische overeenstemming met de Nederlandse tekst van het Kieswetboek :

- stelle men de inleidende zin van het voorgestelde tweede lid van artikel 3 als volgt : "Op die lijst worden vermeld :";
- redigere men 3° van dat tweede lid als volgt : "3° de personen voor wie de schorsing van het kiesrecht eindigt ...";
- schrijve men in het voorgestelde derde lid van artikel 3 : "... een beslissing (niet : besluit) van het college van burgemeester en schepenen ...".

Artikel 2.

1. Het is de Raad van State niet duidelijk waarom het voorgestelde artikel 3bis niet tevens de artikelen 45 tot 49 van het Kieswetboek van toepassing zou verklaren op het opmaken van de lijst van de kiezers voor de Raad van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest. Die artikelen betreffen immers de keuze van woonplaats, het getuigengeld, de kostenregeling en de mededeling van de toewijzing of de verwerping van de eisen tot cassatie door de griffier van het Hof van Cassatie, en staan alle in verband met de procedure omschreven in de artikelen 18 tot 44 van het Kieswetboek. Indien de wetgever ingaat op de suggestie om de vermelde artikelen 45 tot 49 toepasselijk te verklaren, dan zal ook moeten worden uitgemaakt of in artikel 48 de woorden "de Staat" niet moeten worden vervangen door de woorden "het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest".

2. De redactie van het voorgestelde artikel 3bis kan als volgt worden verbeterd :

"Art. 3bis. De bepalingen van de artikelen ... tot ... van het Kieswetboek zijn van toepassing op de lijst van de kiezers voor de Raad van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, onder het voorbehoud dat ... (verder, zoals in het wetsvoorstel)".

Artikel 3.

1. Artikel 8 van de wet van 12 januari 1989 legt bepaalde verplichtingen op aan de gemeentebesturen. De eerste twee leden waarvan artikel 3 van het voorstel de invoeging in artikel 8 van de wet beoogt, betreffen daarentegen een verplichting die aan de Minister van Binnenlandse Zaken zou worden opgelegd : die bepalingen zouden derhalve beter als een afzonderlijk artikel (bv. artikel 8bis) in de wet worden opgenomen, wat veronderstelt dat ook in het wetsvoorstel die regeling het voorwerp van een afzonderlijk artikel zou worden.

Er wordt tevens in overweging gegeven naar het voorbeeld van het bepaalde in artikel 107, zesde lid, van het Kieswetboek, die bepalingen aan te vullen met de verplichting om in het door de Minister van Binnenlandse Zaken in het Belgisch Staatsblad te publiceren bericht ook melding te maken van de mogelijkheid voor de kiezer die zijn oproepingsbrief niet heeft ontvangen om deze op de gemeentesecretarie af te halen tot op de dag van de stemming 's middags.

2. Het derde lid waarvan artikel 3 van het voorstel de invoeging in artikel 8 van de wet van 12 januari 1989 suggereert, is een overbodige toevoeging, daar de door artikel 8 aan het college van burgemeester en schepenen opgelegde verplichting om "oproepingsbrieven naar de kiezers" te sturen, gelet op de algemene bewoordingen waarin zij wordt geformuleerd, geldt voor alle personen die op de verkiezingsdag kiesgerechtigd zullen zijn.

Indien men de voorgestelde precisering niettemin toch in artikel 8 zou willen invoegen, dan zou zij op dezelfde wijze moeten worden aangevuld als, bij de bespreking van artikel 1, onder punt 2, werd aangegeven in verband met artikel 3 van de wet. Bovendien zouden die bepalingen dan beter worden ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid van artikel 8.

La chambre était composée de

de Heren : P. VERMEULEN,
Messieurs :

J. NIMMEGEERS,
W. DEROOVER,

Mevrouw : F. LIEVENS,
Madame :

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. J. NIMMEGEERS.

Le rapport a été présenté par M. M. VAN DAMME, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

eerste voorzitter,
premier président,

staatsraden,
conseillers d'Etat,

griffier,
greffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. NIMMEGEERS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. VAN DAMME, auditeur.

DE GRIFFIER - LE GREFFIER,

DE VOORZITTER - LE PRESIDENT,

F. LIEVENS.

P. VERMEULEN.
